

**le 27 janvier,
on continue**

Pour obtenir de meilleures conditions de salaires et d'emplois.

Pour dénoncer le mépris du gouvernement pour nos droits fondamentaux et notre santé dans la gestion de la crise Sanitaire.

**Tous en grève
le 27 janvier !!**

Pour exprimer nos revendications et peser dans la balance lors des prochaines élections.

Pour lutter contre des conditions de travail de plus en plus dégradées



**A Nevers
Manifestation à 10h00
Place de la Résistance**

Bilan désastreux du gouvernement Macron et du ministre Blanquer

Une baisse du pouvoir d'achat avec le gel quasi en continu du point d'indice, l'augmentation régulière de la retenue pour pension, le rétablissement du jour de carence, le report des mesures PPCR, l'augmentation du taux de la CSG sans compensation intégrale.

Depuis 2010, la perte de pouvoir d'achat est de l'ordre d'environ 10%. En 20 ans, les personnels ont perdu l'équivalent de 2 mois de salaire par an.

Une gestion déplorable de la crise sanitaire avec la mise en place de mesures liberticides et discriminatoires et une mise en danger de la population.

Des protocoles sans les moyens annoncés : pas de boîtes de masques médicaux fournies régulièrement, pas de gel hydro-alcoolique en quantité, pas d'embauches de personnels de nettoyage supplémentaires pour appliquer les protocoles, quasiment aucun capteur de CO2, ...

Une politique de suppression de postes alors que les effectifs élèves ne cessent d'augmenter.

*La somme totale d'emplois d'enseignants du second degré supprimés en 5 ans s'élève à 7 900. Or, durant la même période, les effectifs élèves ont augmenté de 86 500 !
L'académie de Dijon perdra encore 25 postes à la rentrée 2022.*

Une dégradation continue des conditions de travail avec la réforme des statuts du fonctionnaire, le renforcement du néo-management, la multiplication des heures supplémentaires, le passage à temps plein de certains enseignants stagiaires, l'augmentation des effectifs dans les classes, etc.

Les 60 emplois d'inspecteurs créés seront aussi mobilisés dans le cadre de la réforme du lycée, des projets locaux d'évaluation, de l'autoévaluation des établissements... en soutien à la politique de contrôle et de coercition des équipes.